

## **Intervention de M.Fillion**

Lors de la manifestation en septembre 2000 au Mans

Nous sommes nombreux ici à ne pas être des habitués des manifestations de rues. Si nous sommes descendus dans la rue, c'est parce que nous avons le sentiment qu'il y avait plus d'autre solution pour nous faire entendre. Nous voulons nous faire entendre d'abord par le ministre des transports. Nous lui avons demandé, avec Monsieur Jarry, avec Monsieur Boulard, avec Monsieur Daubert, avec Monsieur du Luart depuis plusieurs mois, un rendez-vous pour aller présenter nos positions et nos propositions. Dans l'histoire récente de la République, je n'ai pas le souvenir qu'il y ait beaucoup d'exemples où le ministre refuse de recevoir pendant des mois et des mois, tous les élus, toutes tendances politiques confondues qui représentent une région de plusieurs centaines de milliers d'habitants.

Nous voulons nous faire entendre du ministre de l'environnement car au moment où le projet d'autoroute A28 est bloqué par un scarabée, on ne peut pas arriver à comprendre que les intérêts d'une ville de 200 000 habitants, de l'agglomération de Laval et de la campagne sarthoise ne soient pas pris en compte par le ministre de l'environnement.

Nous voulons nous faire entendre par la S.N.C.F. qui, non seulement organise des simulations, des négociations qui sont en réalité un simulacre de concertation, mais qui pousse plus loin l'audace jusqu'à nous présenter un programme de desserte ferroviaire de la ville du Mans pour la saison d'hiver qui commence qui ne comporte aucune amélioration de cette desserte alors que la ville de Nantes va pouvoir bénéficier d'un TGV toutes les heures à partir des nouveaux horaires. La SNCF aurait voulu engager avec nous le dialogue et la négociation, elle aurait été bien inspirée en faisant un effort pour améliorer la desserte du Mans.

Nous voulons nous faire entendre des bretons, auxquels nous voulons dire que nous ne sommes pas leurs adversaires, que nous comprenons leurs aspirations et leurs demandes qui sont des demandes légitimes, qu'il ne faut pas nous opposer. Qu'il faut au contraire essayer de trouver des solutions qui soient compatibles avec leurs intérêts et avec nos intérêts.

Alors qu'est-ce nous demandons ?

D'abord que soient étudiées toutes les alternatives au projet actuel et qu'elles soient étudiées sérieusement en particulier parce que ce projet va causer des dégâts considérable à notre environnement écologique mais aussi à notre environnement économique à travers les atteintes à l'agriculture.

Nous demandons ensuite que les gares du Mans et de Laval restent au coeur du réseau TGV, car comme l'a dit tout à l'heure le maire du Mans et M. Boulard, lorsque les gares sont contournées, elles finissent toujours, un jour ou l'autre, par être oubliées. Nous voulons ensuite que la priorité soit donnée à l'interconnexion des TGV européens. Il est tout à fait scandaleux de penser que là où les habitants de l'Essonne ont pu se faire entendre en bloquant le projet d'interconnexion des TGV européens, nous, ici au Mans ou à Laval, nous ne nous fassions pas entendre. La priorité, c'est d'abord pouvoir organiser les relations ferroviaires entre tous les pays d'Europe, entre toutes les capitales d'Europe sans être obligés de traverser la région parisienne ou d'y changer de train.

Enfin, nous demandons qu'il y ait avec les bretons une table ronde où puisse, élus sarthois, élus bretons, élus mayennais, se retrouver pour parler ensemble, pour montrer que nous sommes prêts à choisir ensemble des solutions qui sont des solutions conformes à l'intérêt

général, que nous sommes pas seulement en train de défendre notre intérêt à nous, que nous sommes prêts à prendre en compte l'intérêt des autres.

Voilà ce que nous allons dire dans une minute au Préfet de la Sarthe. Il faudra qu'il sache que nous ne limiterons pas nos efforts d'imagination ni pour trouver des formes d'action, là dessus, nous faisons confiance aux associations, ni pour trouver les formes de combat juridique qui ont été évoquées tout à l'heure par Jean-Claude Boulard et qui doivent nous permettre d'empêcher pendant de longues années le projet d'aboutir tant qu'on ne nous aura pas entendus.